

Paris, le 10/11/2022

**FICHE DE POSTE  
A DIFFUSION EXTERNE**

**Juriste**

**Département des affaires budgétaires et financières**

**Direction administrative, financière et des systèmes d'informations**

**(CONTRACTUEL/CONTRACTUELLE EN CDD de 6 mois, FONCTIONNAIRE EN  
POSITION NORMALE D'ACTIVITE OU DÉTACHEMENT)**

**Régime indemnitaire des agents du 3<sup>ème</sup> groupe de fonctions  
de la catégorie A (en vigueur au 1er janvier 2022)**

**Poste ouvert jusqu'au 08/12/2022, délai de rigueur**

**L'AUTORITE DE REGULATION DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE ET  
NUMERIQUE (Arcom)**

Née de la fusion du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet (Hadopi), l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) a été créée le 1<sup>er</sup> janvier 2022 par la loi du 25 octobre 2021 relative à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique.

Autorité publique indépendante, l'Arcom est le régulateur de la communication audiovisuelle et numérique. Elle garantit l'exercice de la liberté de communication au public par voie électronique ([article 3-1 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée](#)), assure les missions prévues à l'[article L. 331-13 du code de la propriété intellectuelle](#) et veille au respect de la propriété littéraire et artistique (article 3-2 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée). En plus de ses compétences à l'égard notamment des services de radio, de télévision et de vidéo à la demande, ce nouveau régulateur voit son champ de compétences élargi à des acteurs du champ numérique, notamment les services de vidéo à la demande étrangers, conformément à la directive « Services de médias audiovisuels », et les plateformes en ligne, en particulier en matière de lutte contre la manipulation de l'information et la haine en ligne. La loi renforce également les moyens d'action dont dispose l'Autorité en matière de lutte contre le piratage.

L'Arcom est un organisme collégial doté de la personnalité morale. Pour assurer ses missions, elle dispose de 10 directions, placées sous l'autorité de son président et sous la responsabilité de son directeur général : direction administrative, financière et des systèmes d'information ; direction de la télévision et de la vidéo à la demande ; direction des plateformes en ligne ; direction de la radio et de l'audio numérique ; direction des publics, du pluralisme et de la cohésion sociale ; direction de la création ; direction juridique ; direction des affaires européennes et internationales ; direction des études, de l'économie et de la prospective ; direction de la communication ; d'un secrétariat général aux territoires qui anime et coordonne les 16 comités territoriaux de l'audiovisuel répartis dans les régions en métropole et en outre-mer ainsi que d'un secrétariat du collège qui organise les travaux du collège plénier.

Le site internet [www.arcom.fr](http://www.arcom.fr) permet aux candidats de s'informer utilement sur l'activité et l'organisation de l'Arcom.

## **2 - ATTRIBUTIONS DU POSTE DANS LE DEPARTEMENT**

Le poste se situe au sein du département des affaires budgétaires et financières (DABF). Ce dernier est composé d'une équipe de dix collaborateurs placés sous l'autorité d'un chef de département et de son adjointe.

Le département des affaires budgétaires et financières comprend deux pôles :

- **le pôle budgétaire et financier** au sein duquel s'effectuent notamment la computation des données pour la programmation budgétaire, le suivi de l'exécution du budget, le suivi des paiements en lien étroit avec l'agence comptable et tous travaux inhérents à la gestion budgétaire et comptable, le suivi des missions et notamment l'instruction des dossiers de déplacements et des frais de représentation des agents ;
- **le pôle commande publique** au sein duquel s'effectuent notamment la passation des marchés au Conseil, leur suivi d'exécution, la veille juridique.

Il est complété d'une chargée de mission directement rattachée au chef et son adjointe. Cette personne est en charge des dossiers transverses (archivage, intranet du département, contrôle de gestion, pilotage et/ou expertise sur des projets structurants du DABF, cartographie des processus et procédures, etc.).

## **3 - DESCRIPTION DES ATTRIBUTIONS DU POSTE**

Sous la coordination du Responsable du pôle commande publique, les principales missions du titulaire du poste s'articulent autour des axes suivants :

- conseiller les services prescripteurs dans la définition de leurs besoins et choisir la procédure la plus adéquate ;
- assurer la passation des procédures de marchés publics jusqu'à la notification ;
- assurer le suivi administratif, juridique et financier des marchés en cours d'exécution (avenants, pénalités, sous-traitance, mises en demeure, résiliations, etc.) ;
- participer au contrôle de l'ensemble des commandes de l'établissement ;
- apporter des solutions opérationnelles aux services ;
- assurer une veille juridique en matière de commande publique et contribuer à la diffusion de ces informations sur l'Intranet de l'établissement ;
- participer à l'élaboration des sessions de formation en matière de commande publique ;
- produire des notes juridiques ;
- participer à la construction et au suivi du plan d'actions achat annuel de l'Arcom et être en mesure de proposer des pistes d'amélioration ;
- contribuer à la mise en place de marchés mutualisés ;
- tenir à jour les différents tableaux de suivi du pôle ;
- enregistrer les différents marchés dans le système d'information budgétaire et comptable de l'ARCOM ;
- travailler en étroite collaboration avec le pôle budgétaire et financier dans le cadre de l'exécution financière des marchés publics.

Le/la titulaire du poste pourra être conduit(e) à participer, en tant que de besoin, à d'autres activités relevant du champ de compétence du département et de la direction.

## **4 - PROFIL RECHERCHE**

Le/la candidat(e) devra être titulaire à minima d'un Master spécialisé dans le droit des contrats publics et devra maîtriser les dernières évolutions législatives, réglementaires et jurisprudentielles en matière de commande publique.

Le/la candidat(e) devra en outre avoir acquis une expérience professionnelle dans le domaine de la commande publique au sein d'une administration publique ; des compétences en achat seraient appréciées.

Le/la candida(e)t devra par ailleurs réunir les qualités suivantes :

- sens aigu de la rigueur et de l'organisation ;
- qualités rédactionnelles ;
- esprit d'analyse et de synthèse ;
- savoir faire preuve de pédagogie ;
- esprit d'équipe ;
- capacité d'autonomie et de prise d'initiative ;
- capacité d'adaptation et sens de la communication ;
- sens de l'écoute et du service ;
- discrétion.

Le poste est à pourvoir à compter **dès que possible**.

Les postes de l'Arcom sont ouverts, sous réserve de l'accord hiérarchique et des nécessités de service, au télétravail jusqu'à 3 jours par semaine.

Des renseignements complémentaires pourront être demandés auprès de **Marc-Antoine POPULUS**, chef du département des affaires budgétaires et du département des ressources humaines (**[recrutement@arcom.fr](mailto:recrutement@arcom.fr)**).

Les personnes intéressées par ce poste devront transmettre leur candidature (CV et lettre de motivation) au département des ressources humaines ([recrutement@arcom.fr](mailto:recrutement@arcom.fr)) au plus tard à la date indiquée comme délai de rigueur, avec en objet de leur envoi le rappel de l'intitulé du poste « Juriste marchés publics DABF ».

L'Arcom étudie avec la plus grande attention l'ensemble des candidatures qui lui sont adressées, notamment celles des personnes en situation de handicap, sans discrimination.

**Le directeur administratif, financier et des  
systèmes d'information**

**Alban MARINO**